

DIAL 2347

ÉQUATEUR - "Les militaires ont utilisé les indigènes"

Adela de Labastida et Diego Oña

mardi 1er février 2000, mis en ligne par [Dial](#)

L'Équateur est le pays d'Amérique latine où le mouvement indigène est le mieux organisé. Il n'en reste pas moins que, après avoir renversé le président en exercice Jamil Mahuad qui venait de décider la dollarisation de la monnaie nationale, et après avoir mis en place un triumvirat dont faisait partie le président de la CONAIE (Confédération des nationalités indigènes d'Équateur) Antonio Vargas, l'armée a finalement volé aux Indiens leur victoire. Le nouveau président, qui n'est autre que le vice-président antérieur, maintient toutes les décisions économiques et financières qui avaient suscité l'opposition indigène. Des signes inquiétants de répression se multiplient actuellement. Ci-dessous, nous publions la lettre reçue de nos deux correspondants équatoriens qui ont suivi de près les événements, Adela de Labastida et Diego Oña.

Quito, le samedi 22 janvier 2000

Cette semaine [du 17 au 22 janvier] les choses ont pas mal bougé dans notre pays. Des milliers d'indigènes de la CONAIE (Confédération des nationalités indigènes d'Équateur) sont venus à Quito et s'y sont installés. Ils demandaient la démission des représentants des trois pouvoirs de l'État, (président, vice-président, députés et membres de la Cour de Justice) ainsi que la mise en place d'un gouvernement patriotique de salut national, constitué par des membres des secteurs populaires et des forces armées comme seul moyen de surmonter la pire crise économique, sociale et morale de l'histoire du pays.

La crise a été déclenchée surtout par l'escroquerie du siècle, provoquée par une poignée de banquiers qui ont volé l'argent de près d'un million de clients (deux milliard de dollars) et l'ont placé à l'étranger dans des paradis fiscaux, avec la complicité du gouvernement de Jamil Mahuad, dont la campagne électorale a été financée principalement par ces banquiers. Quand les banques ont fait faillite, le gouvernement les a prises en charge en déversant un milliard et demi de dollars pour leur sauvetage, ce qui a bouleversé complètement le budget de l'État. En outre, le gouvernement décida de geler les comptes des clients dans les banques, ce qui provoqua une énorme récession, la montée du chômage et la faillite de milliers de petites et moyennes entreprises.

Les conséquences en sont une dévaluation de 400% de la monnaie (le sucre) en à peine un an et demi. Subissant la pression de l'oligarchie et comme dernière possibilité de rester au pouvoir, Mahuad décida de mettre en place la dollarisation de l'économie, (à un cours de 1 dollar pour 25 000 sucres. Il y a à peine deux mois 1 dollar s'échangeait pour 13.000 sucres) ce qui fera disparaître notre monnaie et une bonne partie de notre souveraineté. En outre, les prix ont monté scandaleusement (60% en une semaine) et les services d'électricité, eau courante, gaz et téléphone vont s'élever jusqu'à des niveaux internationaux. Néanmoins, les salaires vont demeurer très bas (le salaire minimum équivaut à 53 dollars par mois) avec une nouvelle chute du pouvoir d'achat de l'énorme majorité du peuple et l'augmentation de la misère, la délinquance et l'insécurité.

La corruption a atteint les trois pouvoirs de l'État, ce qui a empêché de trouver un consensus pour arriver à une solution à la crise : les juges et les députés se vendent facilement, les partis politiques ne pensent qu'à leurs propres intérêts.

Plusieurs autres organisations (syndicats, femmes, droits de l'homme, étudiants, partis de gauche) se sont incorporées au mouvement des indigènes. Depuis lundi 17 janvier, le siège

du gouvernement, le palais de l'Assemblée et le palais de Justice ont été fortement surveillés par un grand nombre de policiers : le centre-ville semblait une forteresse. Le gouvernement décréta l'état d'urgence, par lequel les lois et droits constitutionnels étaient restreints.

Le 15 janvier, les indigènes ont installé le Parlement des peuples d'Équateur pour préparer des marches pacifiques qui se sont déroulées depuis le 17. Ils ont quitté leurs communautés pour se rendre à Quito. En ville, ils ont été logés au théâtre de la Maison de la culture équatorienne et dans le parc qui est à côté.

Hier matin, vendredi 21, les indigènes ont pris le bâtiment du Parlement avec le soutien d'un groupe important de colonels et d'officiers de l'armée qui ont décidé de désobéir à leur hiérarchie. Le drapeau indien, la Wipala, a été mis au Parlement. Puis, ce fut le palais de Justice. Le soir, le soutien populaire les a amenés jusqu'au palais du gouvernement. On aurait cru que le peuple avait conquis le pouvoir. Un triumvirat patriotique de salut s'est formé, constitué par Antonio Vargas, président de la CONAIE, le général Carlos Mendoza de l'armée et l'avocat Carlos Solórzano. Le triumvirat n'a duré que trois heures. Le temps pour que Mendoza, sous la pression des propriétaires du pays, de l'oligarchie nationale et des États-Unis - et probablement acheté par ceux-là -, présente sa démission. Les militaires ont alors décidé de soutenir la succession constitutionnelle en faveur du vice-président Gustavo Noboa, membre de l'Opus Dei.

Le gouvernement des États-Unis avait averti que, dans le cas où un gouvernement non constitutionnel serait mis en place, l'Équateur serait traité comme Cuba (embargo et suppression de crédits internationaux).

Dans son premier discours, M. Noboa a ratifié le processus de dollarisation de l'économie, la privatisation du pétrole, de l'électricité, des autres entreprises de l'État, de la Sécurité sociale. Bref, ce fut la confirmation de toutes les politiques auxquelles s'opposent le mouvement indigène et populaire et qui, justement, avaient déclenché ce soulèvement.

Nous croyons que les militaires ont utilisé les indigènes pour obtenir la sortie de Jamil Mahuad, qui a gelé l'argent que les forces armées avaient placé dans les banques. En plus, il existait un grand mécontentement de la plupart des militaires qui ont vu, eux aussi, la chute de leur pouvoir d'achat.

Nous sommes très tristes parce que les indigènes commencent à quitter la ville de Quito et rentrent dans leurs communautés. Malheureusement, les indigènes n'ont pas eu assez de soutien de la part de la population de Quito. On pourrait dire que les indigènes et le peuple entier ont perdu une bataille mais non pas la guerre. De toute façon ce sera une expérience très enrichissante pour le mouvement indigène. Cependant, nous craignons une persécution contre les dirigeants de la CONAIE et une probable montée, sinon de la répression, au moins du contrôle des forces de sécurité de l'État dans les communautés indiennes.

Voilà ce qui s'est passé. Nous continuerons à lutter pour réinstaller le Parlement populaire dans chaque province du pays et contre la dollarisation et la misère.

- Source (espagnol) : *Adela de Labastida et Diego Oña*, janvier 2000.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.